

À l'occasion de ce CSE, les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires regrettent fortement le refus du Ministre de revenir sur les réformes qui présentent aujourd'hui un bilan négatif, à commencer par les réformes du bac, des lycées et l'instauration de Parcours Sup. Nous dénonçons la dévalorisation de l'examen et du diplôme du baccalauréat au profit de la plateforme Parcoursup devenue le sésame pour accéder à l'enseignement supérieur. Parcoursup, que les plus riches contournent et dont les autres subissent l'aléatoire devenu norme, renforce les inégalités sociales. Le manque d'enseignant-es dans les écoles comme dans les établissements scolaires du second degré a mis en danger la rentrée, et a induit un renforcement de la précarisation des professeur-es avec un recours massif aux contractuels. Les recrutements actuels ne pallient pas au manque des personnels. Comment le ministère de l'Éducation nationale peut-il envisager de former en quelques jours des enseignant-es ? D'ores et déjà, nous pouvons craindre une année scolaire dégradée avec des personnels surchargés de travail face à des élèves en difficulté.

Au sein du service public d'éducation, une menace forte pèse sur l'avenir des lycées professionnels, du statut des enseignant-es qui y travaillent et des élèves ayant choisi ces parcours. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'éducation qui la composent lutteront contre la volonté du ministère d'engager une nouvelle réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire en la faisant converger vers le modèle de l'apprentissage. Nous rejetons l'instrumentalisation de la formation initiale des lycéens et lycéennes de la voie professionnelle pour développer toujours plus l'apprentissage. Nous luttons pour le maintien des postes des enseignant-es en lycée professionnel, mais aussi pour la vocation émancipatrice de l'enseignement professionnel sous statut scolaire des élèves. Les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires demandent des clarifications rapides sur la feuille de route de ce projet de réforme des lycées professionnels et s'interrogent très sérieusement sur leur mise sous tutelle conjointe des ministères de l'Éducation nationale et du travail, une première depuis 1920 !

L'Union syndicale Solidaires revendique une revalorisation salariale, une augmentation du SMIC, une progression de l'emploi dans les services publics ainsi que pour le secteur de la santé. S'agissant des sujets environnementaux et de protection sociale, force est de constater que le gouvernement n'agit pas sur le terrain en matière de luttes pour l'écologie, l'éducation, l'emploi, la santé. Régulièrement interrogé sur ces sujets, ses seules réponses ne sont, encore et toujours, qu'exercices de communication, ou encore cette illusion de concertation nommée « Conseil national pour la refondation ».

Dans la Fonction publique, la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice est en deçà de l'inflation. Il y a donc urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10 % pour préserver les conditions de vie de toutes et tous. La crise énergétique pèse déjà fortement sur la population, particulièrement sur les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise. Le gouvernement se contente d'incitations culpabilisantes à des économies d'énergies. Il poursuit aussi une politique fiscale qui assèche les comptes de l'État au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics, dont celui de l'éducation. L'Union syndicale Solidaires réclame des mesures d'urgence.

Nourriture, électricité, essence, transports, logement, gaz, fournitures scolaires : pas un jour ne passe sans que nous voyions les prix flamber. Face à cela, le gouvernement ne fait quasiment rien, sauf annoncer une fin de l'abondance pour ceux et celles qui n'en ont jamais bénéficié !

Les menaces qui pèsent sur l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sont également multiples : les travailleur-euses et les étudiant-es en paient une fois encore les frais. Cette année le coût de la vie étudiante augmente de 6,5% alors que 20% des étudiant-es vivent en dessous du seuil de pauvreté et que 40% d'entre elles/eux travaillent à côté de leurs études. Si les repas CROUS à 1€ ont été maintenus, cette mesure est révocable au bon vouloir du gouvernement, et ne concerne que les étudiant-es boursier-es.

Dans les prochaines années, les projets de fusions d'universités font se profiler des augmentations des frais de scolarité pour les étudiant-es, en plus des taxes telles que la CVEC qui augmente tous les ans (95€ pour cette année universitaire).

Ces dégradations des conditions matérielles d'étude s'inscrivent dans la même logique capitaliste et libérale qui détruit les acquis sociaux dans les différents

secteurs professionnels. Contre la précarité étudiante qui permet la montée de l'extrême-droite, il est temps de faire appliquer des solutions durables : élargissement du repas CROUS à 1€ à tou-tes les étudiant-es, une augmentation significative des bourses et l'extension de leurs critères d'attribution, la suppression des frais d'inscription à l'université - y compris pour les étudiant-es extra communautaires - et l'abrogation de la CVEC.

Le 29 septembre prochain, jour de grève nationale interprofessionnelle, nous ferons entendre nos voix, nos revendications pour de réels changements.